

BATAILLONS MAROCAINS A MADAGASCAR EN 1947-1948

Jean Fremigacci

On associe généralement la répression de l'insurrection de 1947 à Madagascar aux soldats sénégalais « dogues noirs de la république » suivant l'expression assez malheureuse de Léopold S. Senghor. Il est exact que les trois bataillons marocains envoyés en renfort n'ont eu aucune part dans les crimes de guerre commis pour la plupart en avril-mai 1947, puisqu'ils ne sont arrivés qu'à partir de la fin juillet¹. Cependant, ils ont joué un rôle absolument essentiel dans la reconquête et la pacification de la zone insurgée. Ils se sont vu attribuer les secteurs les plus durs (Ibis), les opérations les plus délicates. Malgré l'obstacle d'un milieu naturel nouveau pour eux et d'une difficulté extrême, malgré l'insuffisance tant de leurs effectifs que des moyens mis à leur disposition, ils ont rempli leur mission en vérifiant une fois de plus le proverbe nord-africain suivant lequel « le Marocain est un guerrier, l'Algérien est un homme... ». Mais la campagne qu'ils ont menée est aussi là pour nous rappeler qu'il n'y a pas de guerre propre, surtout coloniale, et malgré le silence trop souvent observé par des archives militaires plus portées à l'hagiographie qu'à l'aveu de la vérité, je tâcherai de dégager la part d'ombre qui a accompagné la « pacification ».

I-ORIGINE ET COMPOSITION DES UNITES ENGAGEES

L'insurrection de Madagascar éclate le 29 mars 1947. Mais à cette date, les Français ne disposent dans le pays que d'une seule troupe sûre, un bataillon de Sénégalais cantonné sur les Hautes-Terres. Sur l'ensemble de la côte Est, il n'y a pas un seul soldat français, mais seulement des gardes indigènes sans valeur militaire réelle. Les premiers renforts vont arriver en avril, de Djibouti et de la Réunion, par petits paquets, au niveau de la section ou de la compagnie, puis en mai et juin, avec deux bataillons de Sénégalais et un bataillon incomplet de légion étrangère. Tout cela représente à peine plus de 2 000 hommes. Il est heureux pour les Français que l'insurrection elle-même ait mis quatre mois pour s'étendre, car sans cela ils auraient été balayés. Jusqu'en juillet, le mot d'ordre du commandement militaire est de « tenir », d'assurer avant tout la sécurité des centres urbains, Tananarive en premier, et des voies de communication vitales, les deux chemins de fer et les deux routes, à vrai dire des pistes, reliant les Hautes-Terres à la côte Est. Cette défensive face à un adversaire maître de la brousse rend hystérique la société coloniale et explique en partie les crimes de guerre des premières semaines. Les choses ne changent qu'avec l'arrivée à Tamatave, par le paquebot *Pasteur*, le 26 juillet, de quatre bataillons nord-africains, dont deux marocains, le 1/1^{er} RTM et le 2/5^e RTM. Un troisième bataillon marocain, le 2/2^e RTM, qui aurait dû être acheminé au même moment, n'arrivera que le 14 septembre : La France de l'époque a de sévères problèmes de fret (sa flotte marchande a été presque anéantie par la guerre), de logistique et d'encadrement de ses troupes coloniales, qui souffrent d'une pénurie de sous-officiers. En passant, corrigeons une erreur qui a cours aujourd'hui encore, suivant laquelle la France aurait envoyé un corps expéditionnaire de 18 000, et même 30 000 hommes. La stricte vérité est que, si l'on ajoute aux unités citées ci-dessus le BTM, le bataillon de tirailleurs malgaches, qui surprendra par sa fidélité exemplaire, ce sont dix bataillons seulement, soit un total maximum de 7 000 hommes, qui ont dû se partager la tâche de réprimer une insurrection qui a touché un sixième d'une île plus grande que la France.

Il convient donc, tout d'abord, de passer en revue ces troupes marocaines. Dans les trois cas, il s'agit de bataillons de marche, c'est-à-dire d'unités spécialement constituées pour une

mission particulière à partir de volontaires venus d'autres bataillons, pas nécessairement du même régiment. Le 2/5^e RTM est le deuxième bataillon de marche du 5^e régiment de tirailleurs marocains, le premier ayant déjà été constitué pour l'Indochine. Il est issu entièrement du deuxième bataillon du 5^e RTM, qui n'est pas un régiment ordinaire.

C'est le régiment d'Oujda, formé de montagnards recrutés dans le Rif et le Moyen-Atlas. Il a fait les campagnes d'Italie, de France et d'Allemagne, après avoir été, dans la 2^e DIM (Division d'infanterie marocaine), la première troupe française engagée en Italie. Il se couvre de gloire dès le 15 décembre 1943 en emportant les pitons du mont Pantano au sud de Cassino. Il est à la pointe de l'offensive dans les monts Aurunces qui, entre le 11 et le 17 mai 1944, laissant une traînée de sang derrière elle, ouvre aux alliés la route de Rome. A sa constitution en juin 1946, le 2/5 RTM compte dans ses rangs 3 légions d'honneur, 3 médailles de la résistance, 10 médailles militaires, 309 croix de guerre et diverses autres décorations². Mais il y a aussi une face moins glorieuse du régiment : d'abord sa participation aux innombrables viols commis en Italie, non sanctionnés par des officiers qui voulaient châtier les Italiens pour le « coup de poignard dans le dos » de juin 1940 ; ensuite sa mutinerie en France quand on voulut le discipliner. Après la guerre le régiment, en garnison à Belfort, est préposé à la garde des camps de prisonniers allemands quand le 16 juin 1947 il fournit un bataillon de marche pour Madagascar, d'un effectif de 724 hommes répartis en 23 officiers (dont 2 Marocains), 104 sous-officiers européens et marocains, et 597 caporaux et tirailleurs, dont une petite minorité de Français. Le bataillon est organisé en 5 compagnies : une CCB (compagnie de commandement de bataillon, 138 h), une CA (compagnie d'accompagnement, 96h.) et 3 de fusiliers-voltigeurs, les 5^e (162h.), 6^e (162h.) et 7^e (166h.). Chacune est divisée en 3 ou 4 sections, qui se subdivisent elles-mêmes en groupes de combat d'une dizaine d'hommes chacun. Ces précisions ne sont pas inutiles, car le bataillon ne sera pas le plus souvent engagé en bloc. Les opérations principales se feront au niveau de la compagnie, et les patrouilles au niveau de la section et même le plus souvent des groupes de combat. Très vite en effet on s'apercevra qu'un groupe d'une dizaine de fusiliers disposant de 2 ou 3 PM (pistolet-mitrailleur) et de 2 FM (fusil-mitrailleur) pouvait affronter et disperser des bandes de 2 ou 300 insurgés pauvrement armés de sagaies et de quelques fusils réservés aux chefs et mal employés. Ceci signifie que nombre d'opérations et de patrouilles, et nombre de postes militaires seront confiés à de petites unités exclusivement composées de Marocains.

Le 2/5 RTM est donc une troupe d'élite, mais dont les faiblesses sont bien connues des chefs militaires français. Aussi, ne sera-t-il pas utilisé d'abord pour pacifier un secteur déterminé comme les autres bataillons. « Troupe d'intervention » à la disposition du haut-commandement pendant toute la campagne, ses compagnies sillonneront le pays, de Diego-Suarez et du pays tsimihety au nord, au pays tanala au sud, en passant par le secteur Centre et les pays bezanozano et betsimisaraka forestier. La performance réalisée par le bataillon sera d'abord d'ordre athlétique. Ses hommes aiment le baroud, ils vont une fois de plus en donner la preuve. Dès leur arrivée à Tamatave, ils montent dans le train et sont débarqués à Moramanga le 27 juillet. Et dès le 30 juillet ils sont le fer de lance de la première grande offensive française contre les centres de commandement de l'insurrection dans le secteur Nord.

Le 1/1 RTM, lui, est un bataillon de marche constitué à partir de volontaires des 1^{er} et 2^e bataillons du 1^{er} RTM, qui a fait lui aussi la campagne d'Italie, dans la 4^e DMM (Division marocaine de montagne), et qui est stationné à Menton au début de 1947. Mais encore en sous-effectif, faute de nouveaux engagés venus du Maroc, il reçoit en plus 46 gradés et tirailleurs français. Malgré cela il lui manque toujours une cinquantaine d'hommes. Son caractère mixte franco-marocain est donc plus marqué que pour le bataillon précédent. Il devait aussi compter un peu moins d'hommes au départ, même si sur ce point je n'ai retrouvé que des données partielles (une 5^e compagnie de 152 hommes, une 7^e de 155 hommes au 9

juillet 1947). De plus, ses effectifs vont fondre sensiblement, car au 21 février 1948, il ne compte plus, sans ses officiers, que 518 hommes ainsi répartis³ :

		5 ^e Cie	6 ^e Cie	7 ^e Cie	C.A	C.C.B	Total
Sous-officiers	Français	10	9	11	8	22	60
	Marocains	9	10	10	9	1	39
Troupe	Français	9	11	10	15	20	65
	Marocains	87	78	82	62	45	354
Total		115	108	113	94	88	518

Ce sont là des chiffres étonnamment faibles quand on les rapporte à l'étendue et à la difficulté du terrain que le bataillon va avoir à pacifier. La baisse des effectifs n'est pas attribuable à des pertes au combat, très faibles, inférieures à celles dues à la maladie et aux accidents. Elle s'explique surtout, comme on le verra, par des rapatriements pour raisons sanitaires, pour non-renouvellement du contrat d'engagement ou pour actes criminels, signes d'une crise morale d'une unité confrontée à une tâche trop lourde. Le bataillon va se voir confier en effet à partir du 1^{er} août 1947 le sous-secteur côtier Sud qui englobe le Sud du district de Tamatave et surtout les trois districts d'Andevorante-Brickaville, Vatomandry et Mahanoro qui se révéleront les plus durs à soumettre de toute la zone insurgée. A la fin septembre, il va cependant être soulagé par l'arrivée du 2/2 RTM, qui prend en charge toute la partie nord du sous-secteur, le 1/1 RTM ne conservant que le district de Vatomandry au sud de la Sakanila et le district de Mahanoro, ce qui est encore beaucoup trop.

Le 2/2 RTM, lui vient de Marrakech. Mais son origine est marquée d'une zone d'ombre. Car le 2^e RTM originel, après avoir fait lui aussi la campagne d'Italie dans la 4^e DMM, a été en effet dissous le 15 août 1944, jour du débarquement en Provence. Visiblement, le commandement français n'a pas voulu l'engager en France, pour des raisons qui ne sont pas explicitées, mais que l'on soupçonne au vu des excès (viols et pillages) commis en Italie et déjà évoqués. Quoi qu'il en soit, il est reconstitué le 1^{er} octobre 1946 quand le 3^e bataillon du 6^e RTM devient le 2/2 RTM, tandis que le 1/1 RTM est envoyé en Indochine. C'est le bataillon dans lequel on observe la plus forte mixité franco-marocaine : son effectif de 703 hommes se répartit en 181 Français (20 officiers, 83 sous-officiers, 78 soldats) et 522 Marocains (1 officier, 25 sous-officiers et 496 soldats), organisés en 5 compagnies comme les bataillons précédents.

Ces chiffres illustrent un caractère surprenant mais indiscutable de l'armée d'Afrique. Elle est sans doute l'institution la moins inégalitaire de l'Empire, celle où ne joue pas la règle coloniale qui veut que le Français le plus bas dans une fonction d'autorité soit au-dessus de l'indigène du grade le plus élevé. Même si l'encadrement français domine très largement, dans les trois bataillons des soldats métropolitains se trouvent sous les ordres d'officiers et de sous-officiers marocains auxquels une large initiative sera laissée comme chefs de poste ou commandants de patrouilles. La lecture des JMO des bataillons et compagnies révèle d'ailleurs une forte empreinte culturelle de l'Afrique du Nord. Le départ de Marrakech se fait aux accents de la Nouba, le calendrier est rythmé par les fêtes musulmanes, l'Aïd el Kébir, l'Aït es Seghir et le Mouloud⁴. Et bien entendu le Ramadan est observé, ce qui ne va pas sans poser des problèmes à l'occasion des patrouilles longues et épuisantes. Les rapports militaires transposent à Madagascar le vocabulaire de l'Afrique du Nord : les innombrables rivières de la façade orientale de l'île sont des « oueds », le paysan malgache se voit affublé de l'appellation de « fellah »...

Comme il se trouve que les trois bataillons n'ont pas été employés de la même façon et qu'ils ont servi dans des régions ou des foyers différents de l'insurrection, j'ai choisi pour la clarté de l'exposé d'étudier séparément la trajectoire de chacun.

II- LES BAROUDEURS DU 2/5^e RTM

« Belfort » et « Montbéliard » : à l'attaque !

Malgré des contre-attaques menées par les Français fin juin et début juillet, les insurgés venus de l'Est, après avoir escaladé le rebord oriental de l'Imerina, tiennent toujours le pays sous la menace de leurs camps établis à Ambanie et Merikanjaka. Le 2/5 RTM va être l'instrument de la première grande offensive visant, non seulement à les chasser de l'Imerina, mais encore, au-delà, à écraser les centres de Beparasy et Anosibe, bases du chef politique de l'insurrection dans le secteur Nord, Victorien Razafindrabe, l'homme qui a donné le signal de la révolte en montant l'attaque de Moramanga le 29 mars 1947. Tels seront les objectifs des opérations « Belfort » et « Montbéliard » (référence à la ville que le régiment avait libérée en novembre 1944) contre les pays bezanozano et betsimisaraka forestier, exécutées du 31 juillet au 18 août 1947.

Le plan d'opérations initial prévoyait l'action combinée de quatre éléments : une colonne motorisée partant de Moramanga en direction de Beparasy, deux détachements de parachutistes devaient être lancés pour créer des bouchons interdisant un repli vers le sud et le nord, et une colonne légère partant des Hautes-Terres et marchant vers l'est. C'est cette dernière qui assura le succès de « Belfort », source d'enseignements pour la suite de la campagne.

L'ordre d'opérations du général Garbay, nouveau commandant en chef des forces terrestres, au commandant du secteur Centre, le lieutenant-colonel Rognon (un ancien chef de bataillon du 5^e RTM à Cassino) nous donne la vision simple et brutale que le commandement français se fait d'un adversaire qu'il convient de châtier. « L'ennemi », suivant le terme employé, est « une troupe d'environ un millier d'hommes armés de sagaies, de quelques fusils et peut-être une ou deux armes automatiques... Dans le passé, elle s'est livrée à des massacres de colons dans la région de Moramanga et a attaqué par surprise un camp militaire où elle a assassiné un certain nombre de camarades ». D'où la conduite à tenir : « dans la zone d'opérations toute personne mâle armée devra être considérée comme ennemie. Dans la clairière de Beparasy, tout homme armé sera abattu, les femmes et les enfants seront rassemblés dans des villages d'accueil épargnés à cet effet. Toutes les ressources seront saisies ». Il est précisé que le pays offre « des ressources considérables en riz et en viande d'après les renseignements », qui pourront être utilisées pour le ravitaillement des détachements, le surplus sera inventorié. Enfin, « les villages, en dehors de ceux qui seront nécessaires à l'installation de nos troupes et des centres d'accueil, seront rasés »⁵.

Ce sont là les modalités des guerres coloniales du XIX^e siècle, qui s'accompagnent d'une vision toujours caricaturale des populations en révolte « fanatisées par l'influence indiscutable des sorciers ». Ordre est donné de mettre hors d'état de nuire « les *mpamosavy* », le sorcier maléfique des Malgaches, qui n'a en fait joué aucun rôle dans l'insurrection. Mais pour Garbay, c'est là une « catégorie très dangereuse. Empoisonneurs. Ce sont eux qui fanatisent les rebelles », d'autant que « leur rôle devient national et se pare de champions de la libération » (5bis). L'un des objectifs de « Belfort » est donc d'aller dans la vallée d'Andapa éliminer le gardien d'une idole, un « répugnant assemblage de graisse, de miel, de perles, de cheveux et de morceaux de bois ». La caricature devient burlesque lorsque, dans la liste des chefs rebelles, on fait figurer une certaine Telonono (« la femme à trois seins ») qui serait une Betsimisaraka, petite, très noire, entrée la première dans le camp militaire attaqué le 29 mars... Or Telonono, qui dans le secteur Sud sera le plus souvent Tokanono (la femme à un seul sein) n'a jamais existé, elle n'est qu'une figure mythique du panthéon des sociétés rurales de l'Est et du Nord-Ouest de Madagascar. Reconnaissons cependant qu'il ne faudra pas très longtemps à Garbay et aux militaires français pour se faire une représentation moins

fantaisiste des réalités malgaches et en conséquence, pour passer d'une attitude purement répressive à une volonté de pacification.

L'action décisive va être menée par la 5^e compagnie du capitaine Prost. Forte de 150 hommes suivis de 250 porteurs (la pénurie de parachutes interdit un appui logistique par l'aviation), elle quitte le 31 juillet à l'aube le village d'Imerina orientale où elle a été déposée et marche vers l'est. Un premier camp des *Fahavalo*⁶ est encerclé, mais ses occupants peuvent s'enfuir, d'autant que « nos troupes, surestimant l'adversaire, ouvrent le feu de trop loin ». Elles ont un peu plus de succès avec le camp de Merikanjaka, où elles trouvent un PC bien installé, avec infirmerie, bureau, abattoir, magasins de ravitaillement. Quelques *Fahavalo* se mêlent aux porteurs, cinq d'entre eux « dénoncés, sont passés par les armes ». Mais tout comme pour le camp suivant d'Ambanie, l'essentiel des forces malgaches s'enfuit sans combattre. Le lendemain 1^{er} août, c'est la descente de la falaise par la vallée très encaissée de la Sambilana, que les insurgés jugeaient infranchissable par des Européens. Le 2 août, le camp de Razafindrabe, puis Beparasy, sont occupés, et là aussi « une bande rebelle importante s'enfuit sous les tirs de FM et de mortier »⁷, mais sans grandes pertes, car la mauvaise météo n'a pas permis de larguer les paras. La compagnie Prost doit donc se charger de leur mission de nettoyage de la vallée d'Andapa les 4 et 5 août, mais elle trouve tous les villages évacués, n'aperçoit « aucune troupe rebelle », et pas de sorcier. Quant à la colonne motorisée partie de Moramanga, ralentie par la coupure des ponts, après avoir à Maroampombo incendié la maison de Razafindrabe et confisqué ses troupeaux de zébus, elle n'atteint Beparasy que le 5 août. Les Français commencent à comprendre qu'ils devront se déplacer surtout à pied, comme les soldats de Gallieni un demi-siècle auparavant. Et qu'une compagnie est encore une unité trop grosse si l'on veut bénéficier de l'effet de surprise.

Après « Belfort », les Marocains enchaînent avec « Montbéliard », la reprise d'Anosibe, au cœur du pays betsimisaraka forestier du Nord, par une manœuvre convergente des 7^e et 5^e compagnies. Elles y parviennent le 8 août, mais pour une fois se sont fait devancer par les paras. Au passage du Mangoro, trois tirailleurs, alourdis par leur équipement, se noient et la 5^e compagnie fait la première l'expérience d'un danger qui sera l'un des principaux facteurs de pertes pour les troupes venues d'Afrique du Nord, peu habituées aux rivières torrentueuses. La 6^e compagnie, de son côté, partie de Moramanga, va occuper Lakato, un autre centre important des insurgés, à la tête des vallées descendant vers le district de Vatomandry et la côte. Elle est la seule qui se heurte à une embuscade sérieuse (un sous-officier et 5 tirailleurs blessés, un partisan tué et 2 blessés) parce que cette fois les *fahavalo* ont un fusil-mitrailleur et quelques fusils pris aux Français en mars-avril.



Sur la route d'Anosibe, au cœur de la forêt



Route d'Anosibe. La troupe, gradé en tête, n'a guère la crainte des embuscades.

A partir d'Anosibe, le 2/5 RTM va lancer de nouveaux raids en territoire insurgé. Prost et sa compagnie descendent la vallée du Mangoro. Avant Antandrokomby, fief du « général » Dama Robert, un ancien militaire rapatrié de France en 1946, le groupe du lieutenant Derkaoui se heurte à une bande de 150 à 200 *fahavalo* qui attaquent au cri de « *rano, rano* » (« de l'eau, de l'eau ») en « se crispant à leur lance, ils étaient abattus par les tirailleurs sans esquisser la moindre parade »⁸. Ce sera l'engagement le plus meurtrier de l'opération, sans que l'on puisse donner une estimation des pertes malgaches. Arrivée au confluent avec l'Onive, la colonne fait demi-tour, sous la surveillance constante des insurgés postés à bonne distance sur les crêtes. Les patrouilles lancées de part et d'autre de la vallée tombent dans le vide, tous les villages ont été évacués par leurs habitants. Le 17 août, Prost et ses hommes rentrent à Moramanga, ayant parcouru plus de 400 km depuis le 31 juillet. Dans le même temps, deux sections de la 7^e compagnie ont fait un raid tout aussi impressionnant d'Anosibe à Antanambao-Manampotsy au cœur de la zone révoltée du district de Vatondranza.

Le compte-rendu officiel de l'ensemble de cette offensive est naturellement triomphaliste. Toute menace a été écartée de l'Imerina et du chemin de fer TCE (Tanananarive-Côte Est). Razafindrabe a perdu ses bases et pris la fuite, ses bandes ont été disloquées. « La vallée de la Sambilana et la vallée du Mangoro d'où est partie la rébellion, et notamment les bandes qui ont ravagé la région de Moramanga, ont été durement châtiées. Les Etats-majors 1, 2 et 3 [centres de commandement des lieutenants de Razafindrabe] ont été dispersés... »⁹. Le commandant du 2/5 RTM, lui, se félicite du comportement de ses troupes : Le moral des tirailleurs a été constamment excellent, ils ont supporté des marches épuisantes dans un milieu très dur, montagneux et boisé, se sont accommodés du riz et du zébu composant leur ordinaire. « Dans les divers engagements auxquels ils furent mêlés, le goût du baroud s'est manifesté intensément chez les tirailleurs, et chaque fois ce fut une course aux *fahavalos* » difficile même à discipliner¹⁰. Les rebelles n'ont pas tenu le choc, à Merikanjaka, la compagnie a mis en fuite 1 000 d'entre eux « décidés à résister sans esprit de recul ». Bref, « les tirailleurs marocains se sont révélés toujours les mêmes. Les belles traditions des troupes marocaines ont été conservées ». Plus prosaïquement, les commandants de compagnie tirent un certain nombre d'enseignements pour la suite de la campagne. Face à la mobilité jugée « extraordinaire » des *fahavalo*, et au danger des rivières, il faut alléger l'équipement au maximum, diminuer par exemple des 2/3 la dotation en cartouches de fusil à 50 par homme, et l'améliorer : nombre de soldats ont terminé les opérations pieds nus. L'intendance a également laissé lourdement à désirer, heureusement on s'en est tiré avec les ressources du pays en riz et viande. Surtout, le capitaine de la 6^e compagnie tombée dans une embuscade met en garde contre un passage trop rapide de la surestimation à la sous-estimation de l'adversaire : « Si la guerre contre des rebelles armés de sagaies est une guerre d'enfants, il faut cependant prendre un minimum de précautions »¹¹. Certes, les pertes ont été très faibles (la 7^e compagnie réussit même l'exploit de terminer son périple de 300 km sans un seul blessé, sinon « des éclopés des pieds ») et la nature s'est révélée plus dangereuse que l'adversaire. Mais les pertes de ce dernier sont également très limitées. Prost les évalue à 150 hommes environ. Et cet adversaire lui aussi apprend vite. Impuissant devant la puissance de feu des soldats coloniaux, il fait le vide devant eux. Le rapport de la 7^e compagnie constate l'inadéquation, à la fois tactique et stratégique, du plan d'opération imposé aux unités : « Nous aurions pu remporter de grands succès si, n'étant pas limités par un itinéraire strict et un horaire fixé à l'avance, nous avions pu, quittant la piste principale, rayonner et poursuivre les rebelles dans leurs villages de repli. Dès qu'une colonne s'engage sur une piste, elle est suivie, épiée... Aussitôt le départ du bivouac, un guetteur file prévenir les habitants des villages menacés. Aussi ne trouve-t-elle que le vide devant elle ».

La suite des événements confirmera effectivement que ces raids apparemment triomphaux étaient un échec. Certes les insurgés avaient reçu un coup sévère au moral, ils

avaient perdu leurs illusions sur l'inviolabilité de leurs massifs forestiers « tsiazombazaha » (« inaccessible aux *vazaha* », les Européens). Mais après le retrait des troupes coloniales, qui ne conservent que les trois postes de Beparasy, Anosibe et Lakato, ils tiennent toujours la brousse. En se scindant en petites bandes, ils gardent le contrôle d'une population qui ne voit qu'une chose, c'est que les Français n'ont pu se maintenir chez elle. Finalement, le pays betsimisaraka forestier sera le dernier bastion de l'insurrection, qui ne cèdera que dans le second semestre de 1948.

De la forêt de l'Est au Nord de Madagascar, septembre 1947-avril 1948.

Ce n'est que très tardivement que le commandement français va changer de méthode dans l'emploi du 2/5 RTM qui, jusqu'en avril 1948, va se voir imposer une série d'expéditions, entrecoupées de périodes de repos à Antsirabe, à 1 500 mètres d'altitude. Entre septembre et novembre 1947, installé sur la bordure sud-est tranquille de l'Imerina et du nord-Betsileo, le bataillon lance des raids à l'échelon de la compagnie ou de la section contre la grande forêt de l'Est qui l'amènent à maintes reprises, mais de façon temporaire, au cœur de la zone révoltée. Tel celui que conduisent, du 15 au 24 septembre, Prost et Derkaoui jusqu'à Ambohimilanja, fief du terrible pasteur luthérien betsimisaraka Ranaivo Penol, que ses fonctions ecclésiastiques n'empêchent nullement de prononcer des condamnations à mort. Le lieutenant marocain s'y distingue dans une guerre d'embuscade¹². Mais aucun résultat durable n'est obtenu, ce dont Prost est conscient quand il insiste sur la nécessité d'établir un poste fixe à Ambohimilanja, qui lui-même pour être efficace, devrait faire partie d'un réseau. Mais la pénurie d'effectifs rend encore cette solution impossible.

Entre le 13 octobre et le 1^{er} novembre, la 7^e compagnie refait de son côté « Montbéliard », mais en allant plus loin jusqu'à Marolambo, tenu par le 1/1 RTM. Elle traverse ainsi tout le pays betsimisaraka forestier en dissidence, du nord au sud, et rentre à Moramanga en remontant la vallée du Mangoro. Tout aussi remarquable sur le plan athlétique est la performance de la 6^e compagnie qui, **avec ses 150 hommes et 250 porteurs**, mène du 16 octobre au 6 novembre l'opération « Maroc »¹³ à travers une région du secteur Sud qui depuis le début de l'insurrection n'avait pas vu un seul soldat français. Partie des Hautes-Terres betsileo, après une pénible marche en forêt, elle réoccupe le 19 octobre le poste administratif d'Ampasinambo aux mains des insurgés depuis avril et poursuit jusqu'à Ambavan'i Sahavato, aux abords de Nosy-Varika où elle rencontre les éléments avancés du bataillon algérien qui tient le secteur de Mananjary. Au retour, la compagnie laisse Ampasinambo aux Algériens. Sur son chemin, elle n'a trouvé que des villages vides. Par contre, nombreux sont les accrochages avec des insurgés qui de leur côté ne poussent pas leurs attaques avec vigueur et se montrent avant tout soucieux de limiter leurs pertes.



Caporal marocain blessé

Du début novembre 1947 au 1^{er} juin 1948, les archives du 2/5 RTM sont vides, mais d'autres sources nous renseignent sur son emploi dans cette période. Et aussi sur des faits antérieurs moins glorieux que le JMO du bataillon s'est gardé de mentionner. Tel le meurtre, début août, à Ambohimadana, en Imerina orientale, du Père Noël Ognard par un tirailleur marocain. Ce dernier ayant tiré de loin, l'armée semble avoir accepté la thèse d'un accident dû à une confusion. En réalité, le prêtre était surtout coupable de protéger les femmes et jeunes filles de sa paroisse¹⁴ contre les entreprises d'une soldatesque qui n'allait pas s'en tenir là. Les dossiers de la Justice militaire concernant la criminalité des soldats coloniaux sont restés introuvables à ce jour.

Il semble que les périodes de repos à Antsirabe, si elles ont revigoré les hommes physiquement, aient eu de fâcheuses conséquences sur leur moral aux yeux du commandement. Le bataillon devient en effet source d'inquiétude. Un rapport de Garbay du 13 septembre notait déjà que « l'impression première du pays sur les Nord-Africains n'est pas favorable : pays sauvage, avec forêts profondes et humides, habité par une race primitive. Le retour en Afrique ou en Europe est souhaité », la solde, en particulier, est jugée insuffisante. Garbay reconnaît que, pour les hommes, la zone d'opérations, par son étendue, son relief accidenté, ses forêts impénétrables, ses routes impraticables et son climat malsain constitue « un agent des plus déprimants »¹⁵. Or à Antsirabe, les Marocains entrent en contact avec une population urbaine pacifique, mais gagnée au nationalisme moderne, différente de celle qu'ils ont eu à affronter jusque là. Un rapport de novembre fait état de la mauvaise influence des musulmans de Madagascar, en particulier les Indiens, sur l'état d'esprit des Marocains. En décembre une rumeur commence à circuler en milieu malgache : les soldats marocains en auraient assez du rôle qu'on leur fait jouer et ils seraient prêts à changer de camp. Cette rumeur semble se concrétiser quand le commissaire de police d'Antsirabe signale que trois commerçants itinérants antandroy, membres d'une section clandestine du MDRM, ont essayé d'acheter des armes et des munitions aux soldats du 2/5 RTM. Heureusement, un tirailleur contacté en a parlé à ses officiers, qui ont arrêté les commerçants en question. Mais

l'inquiétude demeure. Garbay refuse ainsi la proposition de Paris d'un renfort de 6 nouveaux bataillons nord-africains, arguant que, en cas de troubles en Afrique du Nord, la pacification de Madagascar qui reposerait sur 11 bataillons algéro-marocains serait compromise.



Fort opportunément, les Marocains vont devoir quitter les Hautes-Terres en raison d'un événement imprévu. Au début décembre, les insurgés des districts de Fénériver et Mananara, repoussés en forêt, remontent vers le nord et font irruption en pays tsimihety en s'efforçant d'y recruter de nouvelles troupes. Fin décembre, la 7^e compagnie reçoit l'ordre de faire mouvement vers la région de Mandritsara, tandis qu'en février la 6^e s'implante à Port-Bergé, Analalava, Antsohihy et Befandriana avec pour mission d'interdire toute infiltration dans ces districts tranquilles. Pour les soldats, de janvier à fin mars, ce seront trois mois de patrouilles fastidieuses et généralement infructueuses à la poursuite de bandes insaisissables dans un pays vaste et peu peuplé. Deux fois seulement, les 5 février et 8 mars, les tirailleurs parviennent à les accrocher, engagements qui coûtent 15 et 9 tués aux « rebelles »¹⁶. Mais si ces derniers sont rejetés vers le sud, leur bande principale, retranchée en forêt, commandée par le migrant Antemoro Matoimanana, tiendra bon jusqu'en septembre 1948, réussissant même en août une attaque meurtrière contre des éléments du 2/5 RTM laissés sur place. Dans le même temps, Prost et sa compagnie sont envoyés à Diego-Suarez où l'administration croit avoir découvert un nouveau complot préparant une insurrection du Nord. Ce déplacement va être l'occasion pour le capitaine d'exprimer son tempérament de condottiere. Inspectant la prison, il exige que les prisonniers alignés s'agenouillent sur son passage ! Or dans le lot figurait Justin Bezara, Conseiller de la République et chef du parti nationaliste MDRM dans le nord de l'île. L'affaire remonta jusqu'à Tananarive et valut à Prost 15 jours d'arrêts de rigueur. Le baroudeur n'était évidemment pas un politique.

La pacification pénible du sud de la forêt betsimisaraka, avril-novembre 1948

Finalement, les guerriers devront tout de même se muer en pacificateurs en retournant dans la région qu'ils n'avaient fait que parcourir entre août et novembre 1947. On compte sur l'endurance des Marocains du 2/5 RTM et du 1/1 RTM pour réduire la dernière zone de résistance, le sud du pays betsimisaraka forestier. Cette fois, c'est la célèbre méthode de la « tache d'huile » chère à Gallieni, fondée sur l'extension progressive d'un dense réseau de postes effectuant des patrouilles incessantes, qui va être mise en œuvre car le rétrécissement de l'espace insurgé permet de disposer des effectifs nécessaires. En juin 1948, nous retrouvons les C.A, 5^e et 6^e compagnies, que la 7^e rejoindra en août, sillonnant l'ouest du poste de Marolambo une zone forestière qui résiste obstinément. Ceci, malgré son quadrillage par un réseau de 8 postes, dont celui d'Ambohimilanja, à partir desquels les patrouilles mènent une traque incessante et une guerre d'embuscade contre les derniers groupes d'insurgés, tout en s'efforçant de ramener dans leurs villages les populations apeurées. Les baroudeurs doivent s'adonner aussi à des tâches moins gratifiantes que la guerre telles que la construction d'une piste reliant les Hautes-Terres à Marolambo, qu'ils n'auront pas le temps d'achever.

Mais les résultats sont longs à venir, du moins à l'aune de la patience limitée du chef du bataillon, le commandant Level. Fin juillet, ce dernier se félicite d'avoir enregistré en une semaine 253 soumissions « résultat très appréciable dans une zone particulièrement hostile à la pacification »¹⁷. Le mois suivant, après avoir dû enregistrer zéro soumission dans la semaine du 15 au 21 août, il rend compte que « malgré les efforts répétés de la 6^e compagnie pour inviter ces populations à réintégrer leurs villages, les habitants, sans intentions agressives, se tiennent sur la défensive et disparaissent à toute approche de nos éléments ». Quant aux insurgés, ils ont compris depuis longtemps que l'enjeu de la lutte était le contrôle des populations, et se sont aguerris eux aussi, ils n'attaquent plus que rarement, et en s'esquivant aussitôt. Le 26 juin, une patrouille de la 5^e compagnie, dans une embuscade, reçoit une volée de sagaies qui blessent 2 tirailleurs et 4 partisans (auxiliaires malgaches de l'armée française), les attaquants ne perdant que 4 hommes.

La résistance des populations comme des *Fahavalo* est entretenue par une vision imaginaire de la situation du pays, « l'opinion des rebelles du secteur est que Ravoahangy est actuellement en France où il travaille à la défense de la cause malgache » rapporte Level le 4 août¹⁸. A la fin du mois, il laisse percer un certain pessimisme : Si des progrès sont enregistrés dans le quartier d'Ambohimilanja, « par contre, malgré les efforts des 5^e et 6^e compagnies, les populations du haut-Nosivolo restent insoumises, et la pacification de cette région sera une œuvre de longue haleine »¹⁹. En fait, la résistance des populations en dissidence et des derniers insurgés va céder d'un coup à partir de septembre. Alors qu'au 4 septembre on n'avait enregistré que 1 145 soumissions sur une population évaluée à une quinzaine de milliers d'habitants représentant la moitié de celle du poste de Marolambo, ce chiffre va passer à 3 387 au début octobre et 14 442 début novembre pour être arrêté à 15 632 le 27 novembre. A cette date, la totalité des 81 villages du secteur confié au 2/5 RTM sont réoccupés. La dernière réaction des insurgés a été une embuscade peu meurtrière (un tué, 3 blessés) le 6 octobre et le dernier succès des Marocains est la destruction le 12 décembre des restes d'une bande repliée du district de Nosy-Varika. Cet effondrement brusque pose problème, car il contraste avec les modalités de la soumission que l'on observe ailleurs, où elle s'est faite progressivement et par petits groupes. Il suggère (mais c'est une hypothèse que seules des enquêtes de terrain approfondies pourraient vérifier) que les populations, terrorisées par les raids de 1947, ont résisté jusqu'à l'extrême limite de leurs forces (toutes les photos de l'époque montrant des hommes, femmes et enfants décharnés et en haillons viennent du pays betsimisaraka forestier). Il fallait donc pouvoir reprendre les travaux

agricoles dont le calendrier, ici, commence en septembre-octobre, même si les baroudeurs n'avaient peut-être pas totalement perdu en 1948 les habitudes de pillage et de violence qui leur interdisaient de regagner la confiance des populations : L'hypothèse est d'autant plus vraisemblable que les rapports militaires des compagnies ne font pas état, comme dans les secteurs de Mananjary ou de Vatomandry, de représailles sévères des insurgés contre les villages soumis : La terreur ne venait donc pas d'eux. On va en savoir un peu plus dans ce domaine avec le 1/1 RTM.



Partisans : L'armée les a habillés de neuf, mais ne leur confie encore que des sagaies...

III - LES SOUDARDS DU 1/1^{er} RTM

Un mauvais contact dans une région très difficile

A la différence du 2/5 RTM, le 1/1 RTM sera un bataillon territorialisé, même si l'espace qu'on lui fixe comme objectif de reconquête va évoluer, dans le bon sens d'ailleurs, c'est à dire en se rétrécissant. A son débarquement, encore incomplet, du *Pasteur* le 26 juillet 1947, il se voit confier un secteur côtier énorme, entièrement passé à l'insurrection. On aura une idée des moyens dérisoires qu'alignent les Français en précisant que la 6^e compagnie est en charge du sud du district de Tamatave et de tout le district de Brickaville, où les insurgés ont réussi le 28 mai l'embuscade la plus meurtrière de la campagne en anéantissant une section entière de tirailleurs malgaches, ce qui leur a permis de récupérer 2 fusils-mitrailleurs et 27 fusils. La compagnie sera cependant soulagée de la partie nord de son secteur par la 5^e, arrivée un peu plus tard. Les petites compagnies, CA et CCB, ont la charge, tout aussi disproportionnée, du district de Vatomandry, un terrain très dur. Moins cependant que celui qui échoit à la 7^e compagnie, le district de Mahanoro. Il apparaît d'emblée que, dans ces deux

districts, qui englobent en particulier tout l'est et le sud du pays betsimisaraka forestier, si l'on veut faire de la pacification et non de la simple répression, la tâche est au-dessus des forces des effectifs engagés. La situation ne s'améliorera que fin septembre avec l'arrivée du 2/2 RTM, qui prend en charge toute la partie nord du secteur jusqu'à la vallée de la Sakanila qui coupe en deux le district de Vatomandry. Il devient alors possible de commencer à appliquer la stratégie de la « tache d'huile » de Gallieni, la création d'un réseau de postes militaires éloignés de 30 km au maximum les uns des autres, lançant des patrouilles incessantes tant pour traquer les insurgés que pour ramener les villageois en fuite, dont on essaiera d'obtenir des renseignements, des guides et des partisans. Et aussi, de la main-d'œuvre pour le portage et pour les travaux d'ouverture de pistes que l'administration coloniale n'a pas été capable de réaliser dans le demi-siècle précédent. Mais la mise en œuvre de cette stratégie va être lente et tardive et ne sera réellement effective que vers avril-mai 1948.



Partisan tanala vêtu de l'akanjobe, tunique en rabane (raphia tissé) que portent également les insurgés. Sur sa poitrine, l'antsiva, conque marine qui fait office de cor.

La première mission dont fut chargé le 1/1 RTM devait être une épreuve qui sans doute marqua profondément les Marocains à peine arrivés. Il s'agissait, pour la 7^e compagnie, débarquée le 30 juillet à Mahanoro, d'aller relever, à 120 km de là, au cœur de la forêt, le poste administratif de Marolambo, tenu par deux gendarmes, un élève-administrateur et 36

gardes indigènes, assiégés depuis quatre mois et ravitaillés par parachutage. Le commandant du bataillon, Chipponi, accompagné du chef de district, prend la tête d'une colonne de 85 soldats et 72 porteurs trop lourdement chargés à 35 kilos. Sur son chemin, elle ne rencontre que des villages désertés peu avant, mais aucune opposition. Il lui faut néanmoins 5 jours de marche pour arriver à Marolambo. Seul incident en cours de route, au bivouac de Tafahoana, un tirailleur se tue accidentellement avec sa mitraillette, et on l'enterre sur place. En repassant sur les lieux, la colonne trouvera la tombe ouverte et vide, le cadavre déshabillé et mutilé, il lui manquait notamment un bras. En représailles, Chipponi fait incendier le village. Par des prisonniers, on sut plus tard ce qui s'était passé. Le chef de la bande qui exhuma le corps, Lepako, après avoir exhibé le bras comme un trophée dans les villages, l'avait envoyé au QG de Vohilava du Fanantara, dans le district de Nosy-Varika, en affirmant qu'il avait tué un *vazaha* (Européen), ce qui devait lui valoir une promotion²⁰. Les Marocains devaient s'emparer du « général » Lepako le 4 octobre 1948 et deux jours après une « corvée de bois » (exécution déguisée en tentative d'évasion) solda les comptes de l'affaire²¹. Mais sur la route du retour de Marolambo, la colonne n'était pas au bout de ses peines. Son groupe de tête, en poursuivant deux guetteurs adverses, tombe sur une barricade « remarquablement installée et reçoit une avalanches de pierres de *fahavalos* postés dans une tranchée surplombant la route. Neuf hommes sur dix sont touchés, mais, avec une arme automatique, les rebelles auraient sans doute exécuté tout le groupe qui était venu buter à 15 mètres de la barricade sans la voir tant son emplacement était judicieux »²². La riposte des Marocains fit 5 morts parmi les assaillants qui décrochèrent sans être inquiétés. La dernière étape, le 9 août, entièrement sous la pluie, fut un calvaire pour les hommes, « la fatigue se fait durement sentir, plusieurs tirailleurs marchent pieds nus, neuf porteurs s'écroulent à bout de forces. Les 10 derniers kilomètres sont couverts en 3 heures ». Les Marocains venaient de faire connaissance avec « la véritable brousse, ennemi souvent plus redoutable que le rebelle »²³.

C'est donc dans un milieu extrêmement difficile que vont évoluer les 1/1 et 2/2 RTM, avec un arrière-pays accidenté, à la végétation dense propice aux embuscades, et coupé d'innombrables rivières qui, lorsque les pistes ne sont pas impraticables ou absentes, rendent problématique la circulation de véhicules. La troupe fait les frais des travaux-Potemkine de l'administration, « les voies de communication n'ont aucun rapport avec l'image qu'en donnent les cartes et manuels »²⁴. La seule route qui relie la côte aux Hautes-Terres est à l'extrême nord du secteur, la piste Tamatave-Tananarive par Brickaville et Moramanga. Autrement, tous les projets administratifs se sont arrêtés dans des culs de sac forestiers, à Ambodisaina sur la Sakanila, ou Antanambao-Manampotsy sur le Manampotsy. La piste de Marolambo est la seule, dans le district de Mahanoro qui s'enfonce dans l'intérieur. Ces voies impraticables une grande partie de l'année sont de plus faciles à couper. On va assister à une véritable guerre des ponts, sabotés et piégés par les insurgés²⁵ et minés en retour par les Français. Ceux-ci vont résoudre en partie le problème sur le tronçon vital Mangoro-Ambinanindrano (60 km) en créant 6 radiers (ponts submersibles) par l'entassement de centaines de mètres cubes de cailloux. Mais pour l'essentiel, les tirailleurs vont être astreints à des marches interminables qui vont mettre à rude épreuve la résistance proverbiale des montagnards marocains.

Extrayons un exemple du JMO de la 7^e compagnie. Le 21 octobre 1947, un détachement quitte la rive sud du Mangoro pour Ambinanindrano avec une équipe du génie, 4 jeeps, un camion Dodge et une colonne de porteurs escortés. En raison des multiples coupures de route, il lui faut deux jours pour faire les 60 kilomètres. Le seul tronçon Ampitabe-Ambinanindrano (15 km) occupe toute la journée du 22, et les porteurs arrivent en même temps que le détachement motorisé. Les 24 et 25, l'expédition de reconnaissance de la route vers Marolambo est retardée par d'énormes abattis qui atteignent 200 mètres de large, elle rentre le 26 et le JMO note laconiquement « Marolambo-Ambinanindrano en une journée, 70

kilomètres de marche », étape « excessivement pénible » vu « les oueds à traverser »²⁶. Les soldats de 1947-1948 vont donc faire campagne de la même façon et dans les mêmes conditions que ceux de Gallieni un demi-siècle plus tôt. En plus de leurs tâches de soldats, ils vont devoir se faire aussi surveillants de travaux publics et même terrassiers quand la main-d'œuvre locale fait défaut. Car jusqu'au bout, **il sera nécessaire de mobiliser des contingents qui atteignent 100 à 150 porteurs pour ravitailler les postes** : l'armée de l'air manque toujours de parachutes ! Or la réquisition de travailleurs et de porteurs va être un frein important à la pacification en dissuadant les populations en dissidence de venir se soumettre.



Faux *fahavalo* : Marocains du 1/1 RTM en opération. Le chef de patrouille, à gauche, tient un PM (pistolet mitrailleur) MAS 38, et un soldat, un FM (fusil mitrailleur). La sagaie domine !

L'historique du 1/1 RTM montre des cadres et des troupes « un peu désorientés par un pays inconnu ». Pour des hommes familiers de l'aridité, l'eau est la vie, l'eau courante, l'image du bonheur. Mais ici elle est source de maladie et de mort. Elle engendre une morbidité énorme par dysenterie et paludisme que relatent les JMO. A la 5^e compagnie, entre le 17 août et le 7 octobre 1947, 7 tirailleurs doivent être évacués sur l'hôpital, ainsi que l'officier marocain de la compagnie, le lieutenant Abd el Hay, qui ne reprendra son poste que le 26 janvier. Elle terminera la campagne dans un état sanitaire globalement déficient²⁷. A la 7^e, 3 tirailleurs doivent être évacués pour paludisme dès le 20 août et en septembre, une tournée du médecin-capitaine du bataillon trouve de nombreux malades aux postes d'Ambinanindrano et de Marolambo où en plus, tous les tirailleurs et gradés encore valides sont fatigués²⁸. La 6^e compagnie, elle, a 10 malades à l'hôpital de Mahanoro le 25 août. Avec la prolongation de la campagne et la répétition des accès pernicieux, on voit poindre la terreur des colons de Madagascar, la bilieuse hématurique²⁹. Il est vrai que, anecdote qui serait

cocasse si elle ne traduisait une démoralisation, il y a de faux malades : A la CCB, « les tirailleurs 14 163 et 13 317 se sont fait évacuer comme malades, le véritable motif étant qu'ils désiraient revoir des femmes à Vatomandry. Il est même probable que le tirailleur 13 317 a avalé une dose anormale de quinacrine »³⁰. D'où un autre problème, la fréquence des maladies vénériennes.

A la maladie s'ajoute un facteur de mortalité inattendu, les noyades qui, on l'a vu, frappe d'emblée le 2/5 RTM. Mais toutes les compagnies du 1/1 RTM ont été touchées. Sur les dix morts au total de la 5^e, on en compte deux par noyade, deux sont dues à la maladie, un au suicide, trois à des accidents, conséquence notamment de l'absence de sécurité sur le pistolet-mitrailleur Mas 38, une arme très médiocre. Au final, deux tirailleurs seulement ont été tués par les insurgés³¹. Au 207^e BTM qui n'a fait que passer, sur six morts, on trouve une noyade, à côté d'un déserteur qu'il a fallu abattre et d'un décès par éthyliisme aigu.

Ce sont donc les conditions d'existence dans un milieu hostile qui expliquent que le moral des troupes marocaines soit assez bas. Un rapport du haut-commandement du 7 novembre 1947 reprend des arguments déjà cités à propos du 2/5 RTM : les Nord-Africains « souhaitent le retour en Afrique du Nord », « l'insuffisance des soldes crée chez eux un mécontentement certain », ils n'ont pas de quoi entretenir leur famille restée au pays, notamment du fait que, mariés sans autorisation de l'autorité militaire, ils ne peuvent toucher les indemnités pour charge de famille ! Aussi, parmi les tirailleurs arrivant en fin de contrat, la moitié ne désire pas se rengager³².

Une tâche trop lourde menée à bien grâce aux partisans.

Si les insurgés ne sont pas très dangereux, vu « leur armement hétéroclite et leur organisation rudimentaire », il n'en est pas moins difficile d'en venir à bout car « leur nombre est considérable et leur mobilité extraordinaire »³³. Le 1/1 et le 2/2 RTM ont en fait les adversaires les plus rudes de l'insurrection, ce qui s'explique tant par leur origine que par des données stratégiques. Au sud du secteur, la « guerre d'Ambinanindrano », comme l'appelleront les maquisards locaux va être menée par des groupes remontés du district de Nosy-Varika, fief d'anciens militaires de l'armée française, et de la région de Befotaka et de Masomeloka, en gagnant à l'insurrection le pays Vorimo qui s'étend jusqu'au bas-Mangoro.

Or la tradition guerrière et l'esprit de résistance à la colonisation des Vorimo **étaient** établie de longue date, au point que les colons évitèrent de s'installer parmi eux. A l'ouest, c'est le gradin forestier betsimisaraka dont nous avons vu quel fil à retordre il a donné au 2/5 RTM qui n'en avait pourtant en charge qu'une petite partie. Dans sa partie nord, de ses forêts descendent, par les vallées de l'Iofika et du Iaroka **des bandes qui dans la zone des plantations de Vatomandry et de Brickaville se grossissent d'un apport massif de travailleurs migrants Antemoro et Antandroy qui, étrangers à la région, n'auront aucun scrupule à mener des actions de représailles contre les villages tentés de se soumettre.** Or face à cette situation, le commandement local va être incapable de mettre en œuvre la « tâche d'huile », faute d'effectifs certes, mais surtout faute d'une judicieuse concentration des moyens comme celle qui permet la réussite, dans le secteur voisin de Mananjary, des Algériens du 1/9 RTA.

L'erreur, ici, a été de vouloir tenir un espace trop vaste pour les effectifs et les moyens disponibles. Ceci, parce qu'on voulait conserver à tout prix le poste de Marolambo, à plus de 120 km de Mahanoro. Mais charger une compagnie, la 7^e, de toute la partie du district au sud du Mangoro, l'équivalent d'un département français, était une gageure qui explique la durée démesurée de la pacification. La chronique du JMO de la compagnie³⁴ nous montre une unité qui pendant trois mois, jusqu'au début novembre, se heurte sur l'axe Mangoro-Ambinanindrano-Marolambo à un adversaire qui garde la maîtrise du terrain et des populations, en se contentant d'ordinaire, pour limiter ses pertes, d'une tactique de

harcèlement et d'engagements très brefs. Mais en certaines occasions, il montre de la ténacité. Le 12 août, une patrouille de Marolambo tombe sur un camp de *miaramila* (soldats de l'insurrection) qui « n'abandonnent la lutte qu'après un corps à corps furieux » dans lequel se distinguent trois tirailleurs marocains et un français. Le même jour, près du Mangoro, des villageois en dissidence « ne se rendent qu'à la dernière extrémité ». Le 22 août, un lieutenant rebelle, blessé d'une balle dans la cuisse et à terre, épaula néanmoins son fusil contre son adversaire et se fait tuer sur place.

Les succès sont rares, car insurgés et population s'organisent pour résister. Les habitants poursuivent leurs travaux agricoles, mais s'enfuient à l'approche des Français, « leur système de guet est remarquable » et tous se réfugient dans de petites cases disséminées et dissimulées en forêt. Dans le poste de Marolambo, les premières soumissions depuis le début de l'insurrection ne sont enregistrées que le 3 octobre : il s'agit de 9 personnes trouvées en forêt. Ailleurs, la soumission est de pure forme : sur le passage de la colonne à pied qui va installer le poste d'Ambinanindrano le 16 septembre, le chef du village de Tanandava dépose son coupe-coupe et demande la protection de la France. Mais il n'y a au village que des femmes, des enfants et des vieillards, et pas un seul homme valide. Il arrive cependant que la propagande des chefs nationalistes se retourne contre eux. Le 17 septembre à Ambinanindrano, cinq hommes se présentent, qui demandent si ce sont bien des soldats américains qui viennent d'arriver, « devant leur méprise, ils confessent avoir été envoyés par leur chef pour parlementer avec les alliés ». Mais l'implantation de ce poste ne signifie pas que la tache d'huile s'étende. Les distances sont encore trop grandes, et le commandant de la compagnie s'inquiète de son isolement, car « en cas d'accident toujours possible, il n'est doté d'aucun moyen pour porter secours ou connaître la situation du poste » (19 septembre). Effectivement, celui-ci est harcelé dès la nuit du 17 septembre, puis le 27, et 7 fois en octobre. Les assaillants cherchent à mettre le feu au village que sa population a fui, ils parviennent à incendier l'église catholique le 29 et l'école le lendemain. « L'adversaire semble particulièrement accrocheur et est muni d'un armement relativement important, cinq mousquetons et une dizaine de fusils de chasse. Toutefois, sa manière d'attaquer (hurlements, coups de fusil tirés de loin) permet d'éviter toute surprise et de le tenir en respect » note le journal du poste à la date du 10 octobre, en ajoutant que « aucune opération sérieuse n'a pu être montée en raison du faible effectif du poste » qui n'est que de 29 hommes.

Mais la chance finit par servir les Français. Le 3 novembre une forte bande de *miaramila* est repérée remontant la Sahantsio pour attaquer le poste. Une manœuvre d'encercllement réussit et les insurgés subissent les pertes les plus élevées d'un combat dans le secteur du bataillon, soit 28 morts dénombrés, dont leur chef, le commandant Lezoma. Ce combat va se révéler décisif, car dans les jours qui suivent les soumissions vont commencer, les paysans ayant compris que les Français sont les plus forts. Ramenés de la brousse par une patrouille le 7 novembre, un groupe d'entre eux, « surpris que les *vazaha* ne les tuent pas contrairement à ce que disent les rebelles... confirment que le combat du 3 novembre a eu une grande répercussion dans la brousse » et que beaucoup de *miaramila* ont déserté. Renvoyés chez eux, ils décident d'aller chercher leurs familles cachées en forêt. En se repliant, les insurgés incendient leurs camps et les villages jusque là épargnés. Aussi, « pour éviter les destructions, les gens cachés dans la forêt démontent systématiquement les cases pour les camoufler » : c'est le début du divorce entre les irréductibles de la révolte et les populations. Le 13 décembre, 8 familles d'Ambinanindrano rentrent au poste, « ce sont les premiers habitants de ce village qui se rendent ». Pourtant l'affaire est loin d'être gagnée. Dans le poste de Marolambo, où les habitants de 15 villages s'étaient soumis fin novembre, un retour en force des insurgés provoque à nouveau une fuite générale le 5 décembre. Les Français n'ont toujours pas les moyens de protéger les villageois contre d'éventuelles représailles.

Ce qui va leur permettre de gagner la partie, c'est le recours massif aux partisans, souvent eux-mêmes anciens *fahavalo*. Volontaires recrutés dans les villages soumis pour traquer les petits groupes d'insurgés qui subsistent, ils participent à leur première opération le 11 décembre. Le 16, ils ramènent 150 personnes et plusieurs prisonniers de marque : un capitaine, un lieutenant ancien sergent dans l'armée française, un conseiller MDRM... Désormais, ils sont de toutes les patrouilles, qu'ils assument en association avec les tirailleurs et souvent seuls. Le JMO de la 7^e compagnie rend compte de leur activité et de leurs succès tout au long des mois de janvier à mai 1948. Par familles et petits groupes d'abord, puis par villages entiers, ils ramènent les populations de leurs refuges forestiers. Les combats ont pratiquement cessé. Le JMO mentionne encore 3 rebelles tués le 30 janvier et après eux, dans la région d'Ambinanindrano, les 3 derniers *miaramila* qui tombent face aux soldats coloniaux sont cités dans le journal du poste à la date du 18 juillet³⁵. Ce qui n'exclut pas, de la part des insurgés, des sursauts violents : ainsi le 6 mars « Trois civils annoncés disparus ont été retrouvés coupés en morceaux dans la région de Befotaka »³⁶. Le JMO de la compagnie s'arrête à la date du 27 mai 1948 pour laisser la place aux journaux des quatre sections qui la composent.



Revue de partisans

C'est le signe que c'est alors seulement que la vieille doctrine de Gallieni peut véritablement être mise en œuvre sur le terrain et que l'on peut parler de pacification et non plus de guerre. Mais ces journaux des postes de Marolambo, Andonabe et Maromitety montrent que les interminables patrouilles pour récupérer les dernières populations en dissidence et éliminer les derniers groupes d'insurgés restent une épreuve physique qui mine la santé des hommes. Le compte-rendu d'activité du poste de Maromitety perdu au cœur de la forêt, pour la semaine du 22 au 28 juin 1948, expose que « l'activité politique et militaire s'est poursuivie malgré un ralentissement dû à un état sanitaire peu satisfaisant ». Si de nombreux cas de dysenterie ont pu être enrayerés, la section compte toujours 6 malades dont 3 ont dû être

évacués. Et malgré une activité rebelle toujours nulle, « la pacification n'avance que très lentement »³⁷. Finalement, dans ce pays reculé, c'est l'épuisement de la population qui amène l'extinction de la révolte. Mais les vainqueurs ne terminent pas non plus la campagne dans un état très brillant.

Les Marocains en procès

Mais il y a une autre raison que la faiblesse des effectifs et les difficultés du milieu qui explique la lenteur du retour à une vie normale dans la zone confiée au 1/1 RTM, c'est la propension au pillage et à la multiplication des viols de la part de ses soldats pendant la « pacification ». Les JMO, notre source principale, étant des documents expurgés et aseptisés, il n'est pas facile d'en débusquer les violences de la soldatesque. Elles y sont partiellement évoquées, cependant, soit à mots couverts ou en des termes qui masquent la réalité, soit par des rapports d'unités autres que celle des coupables. Mais qu'elles aient été fréquentes n'est pas douteux. A une réunion de l'EMDN (Etat-Major de la Défense Nationale) tenue à Paris le 31 janvier 1948, Garbay, commandant en chef des forces françaises à Madagascar, insiste vivement pour le remplacement de deux des bataillons marocains à Madagascar par un bataillon de légion et un de Sénégalais, « il ne met pas en doute leur valeur au combat, mais déclare que les Marocains nuisent à l'effort de pacification par leurs viols, leurs pillages »³⁸. Il n'obtient d'ailleurs pas gain de cause et doit garder ses deux bataillons.

Les bataillons concernés sont sans le moindre doute le 2/5 et le 1/1 RTM. Sur le premier, les témoignages sont rares, l'affaire du Père Ognard a été étouffée et les officiers couvrent leurs hommes comme en Italie. Mais on peut poser en principe qu'il existe une corrélation entre la méthode choisie pour réprimer l'insurrection et la délinquance ou criminalité des soldats. La méthode des raids prolongés en territoire « ennemi », spécialité du 2/5 RTM, contraignait les troupes à vivre sur le pays. Les instructions reçues avant « Belfort » constituaient à cet égard un permis de pillage, et de ce pillage légal au pillage anarchique il n'y avait qu'un pas aisément franchi dans ces régions forestières si difficiles d'accès. Dans le JMO du 2^e RMM (régiment mixte de Madagascar), on trouve cependant des doléances contre le 2/5 RTM : en mai 1948, en passant dans la région de Rantabe (dans le nord de la province de Tamatave), les Marocains ont « volé des poulets et tiraillé dans les villages », provoquant la fuite des habitants³⁹. Dans le cas du 1/1 RTM, indices et preuves de comportements douteux ou même criminels sont plus nombreux. L'enquête de terrain permet au surplus de décrypter certaines notations anodines des JMO. Ainsi dans celui de la 7^e compagnie, il est fait mention assez fréquemment de « réjouissances populaires, chants et danses »⁴⁰. Le 22 février 1948, par exemple, à Ambinanindrano, c'est « repos pour la garnison et les partisans. Réjouissances populaires ». En fait, il s'agit de ce que les Malgaches ont appelé les *Zazamaro*, des soirées organisées au cours desquelles les femmes et jeunes filles doivent se montrer complaisantes avec les soldats, une forme particulière de travail forcé. Le libertinage du 1/1 RTM est confirmé par les incidents qu'il provoque avec son voisin, le 2/2 RTM, et un conflit entre leurs deux commandants, qui montre comment certains officiers s'assurent la fidélité personnelle de leurs hommes en fermant les yeux sur leurs excès⁴¹.

Beaucoup plus graves sont les critiques suscitées par les méthodes de la 5^e compagnie du 1/1 RTM en charge de la partie du district de Vatomandry au sud de la Sakanila, car elles permettent de comprendre pourquoi cette zone a eu les pertes humaines les plus élevées de toute l'insurrection. Certes, c'est « une région d'accès difficile, coupée de nombreuses rivières, de marais et de collines abruptes, parcourue par de nombreuses bandes rebelles bien armées et audacieuses »⁴². Mais c'est surtout la pratique des raids qu'il faut incriminer. Dans le JMO de la compagnie, on lit à la date du 24 septembre 1947 que « l'adjudant-chef Galline poursuit sa tâche de pacification, [effectuant] un raid de 80 kilomètres en 36 heures,

parcourant de nombreux villages qu'il rassure » sur la rive sud de la Sakanila. En décembre, le même Galline fait un raid de 110 kilomètres qui « a permis la dislocation de bandes rebelles ». Vraiment ? Au nord du fleuve, le poste d'Ambodisaina tenu par le lieutenant Des Rieux du 2/2 RTM voisin, signale début octobre « un afflux d'habitants qui ont affirmé qu'il se trouvait à Ifasina [sur le parcours de Galline] **des vazaha qui leur faisaient peur parce qu'ils mettaient le feu partout.** Si le renseignement est exact, il serait urgent de les prévenir que l'emploi de telles méthodes est à proscrire formellement, vu l'état d'esprit de la population dans les environs, à l'heure actuelle où la pacification est en très bonne voie »⁴³. De telles pratiques étaient en effet non seulement criminelles, mais stupides. Car ces raids sont suivis d'un retour en force des insurgés qui se livrent à des représailles massives contre les villages qui ont été précédemment contraints de se soumettre⁴⁴. Prise entre deux feux, la population va se terroriser durablement en forêt où elle sera décimée par la malnutrition et la maladie. De chaque côté, on s'efforce d'en garder ou d'en reprendre le contrôle en la regroupant dans des conditions précaires. Début avril 1948, après l'incendie de deux villages par les *Fahavalos*, « les habitants menacés de la région d'Ampasimazava se regroupent en camps retranchés au village d'Androrangavola » tandis que du côté des insurgés, en mai, dans le canton de Saivaza, « les habitants des villages ont été évacués par le général Jaonasy dans la région d'Amboatrotroka »⁴⁵.

Le pire enfin. Des soldats de la CA du 1/1 RTM chargée de la bande côtière au sud du Mangoro ont été les auteurs de l'un des trois crimes de guerre les plus graves commis par les bataillons de renfort après juin 1947. Dans le JMO du bataillon, l'affaire est mentionnée en termes neutres et laconiques : le 27 décembre 1947, 48 personnes sont tuées dans un village rebelle, dont de nombreux Chinois... La vérité ? Le 27 décembre, un groupe de combat de 8 Marocains du poste d'Andranotsara, guidés par l'instituteur d'Ampanotaona, met en fuite des insurgés au village de Vohitraomby et y capture 32 personnes, 9 commerçants chinois, leurs 7 femmes malgaches et 16 enfants, retenus là par les insurgés qui avaient pillé leurs boutiques. Les Marocains font un butin inespéré : ils dépouillent les Chinois de plus d'un million de francs. Et pour garder le secret sur l'affaire, ils mitraillent leurs captifs. Mais deux hommes et 5 enfants en réchappent, les tirailleurs reviennent au village d'Andranombomaro où les malheureux s'étaient réfugiés et fusillent les deux hommes. La congrégation Chinoise porta plainte le 3 janvier auprès du chef de district de Mahanoro, qui essaya d'étouffer l'affaire. Elle s'adressa alors à son consul à Tananarive, qui transmit la plainte à l'ambassade de Chine à Paris, qui saisit le Quai d'Orsay. Bref, le Ministre de la FOM demande des comptes au Gouverneur Général le 2 février. L'enquête confiée au Deuxième Bureau mit en cause... les victimes en les accusant de collusion avec les rebelles et parla d'une « perte de sang-froid » (sic) des Marocains. Finalement le Gouvernement Général régla la question en versant une indemnité de quatre millions de francs au Consul de Chine, à charge pour lui de les répartir aux ayants-droits, et en promettant une condamnation exemplaire des coupables⁴⁶. Le dossier dort toujours dans les archives de la Justice Militaire. Mais l'affaire devait laisser une trace dans la mémoire des populations locales, car l'anthropologue américaine Jennifer Cole en entendit parler en 1992 lors de ses enquêtes de terrain dans la région. Avec quelques autres du même genre, elle témoigne au moins d'un fait, c'est que très probablement, malgré les tentatives pour masquer, minimiser ou maquiller les faits, aucun crime de guerre de quelque envergure commis en 1947-1948 n'a pu rester totalement ignoré.

IV - LES HOMMES DU 2/2 RTM, DE BONS ELEVES DE GALLIENI

Le contraste entre ce bataillon et les deux précédents montre le rôle déterminant de l'encadrement dans le comportement des soldats, même s'il est certain que, venant de

Marrakech où il avait été reconstitué, ses hommes étaient moins portés à se conduire en soudards que ceux des 2/5 et 1/1 RTM restés en France après leurs campagnes jalonnées de violences de 1943-1945. Toujours est-il que, avec ce bataillon, le mot de pacification prend un sens qui n'est pas de pure propagande.

Dans un pays difficile, des adversaires tenaces

La tâche était pourtant loin d'être facile. Certes l'espace révolté qui lui est confié (la partie sud du district de Tamatave avec la « zone des graphites », le district d'Andevorante-Brickaville et celui de Vatomandry jusqu'à la Sakanila) ne lui a pas imposé des épreuves physiques aussi constantes qu'aux autres, et il est moins uniformément difficile que celui du 1/1 RTM. Il est mieux pourvu en voies de communication, avec, au nord, le chemin de fer TCE (Tananarive-Côte Est) et la piste Tananarive-Tamatave, reliée à Vatomandry, d'où part une piste qui remonte dans l'intérieur jusqu'à Ambodisaina et la Sakanila. Mais ici aussi, dans l'arrière-pays, le gradin intermédiaire betsimisaraka oppose son relief accidenté, ses forêts, ses vallées encaissées et leurs rivières torrentueuses. Deux massifs boisés se révéleront des bastions difficiles à réduire, tous deux dénommés Vohidrazana « la montagne des ancêtres », l'un au sud de Ranomafana, l'autre au sud de Beforona : la toponymie suggère déjà la résistance farouche qu'y opposeront les maquisards malgaches. Le bataillon a donc eu lui aussi son lot de misères, d'épuisement, de maladies et d'accidents mortels.

Suivons ainsi la section de la 2^e compagnie qui du 28 au 30 septembre 1947, monte de Vatomandry au poste d'Ambalabe avec 115 porteurs. Le 29, « étape extrêmement dure sous la pluie », et le 30, mêmes conditions, « les traversées d'oueds ont rendu HS une dizaine de paires de chaussures. La pluie et le passage des rivières ont avarié le ravitaillement et rendu les médicaments et les pansements inutilisables »⁴⁷. Le bataillon enregistrera 21 morts dans la campagne, dont seulement 9 tués au combat. Mais 6 seront dus à des accidents, dont 4 noyades, et 6 à la maladie. Et 62 hommes devront être rapatriés comme malades⁴⁸. Là encore l'état sanitaire est des plus inquiétants. Fin octobre, à Ambalabe, 13 hommes sont immobilisés par le paludisme, soit le tiers de la section, et en décembre, 7 ou 8 sont indisponibles en permanence⁴⁹. A la 1^{ère} compagnie, son capitaine signale fin décembre que le problème sanitaire provoque « une réduction considérable des effectifs des postes » au point que l'un d'entre eux n'a pu effectuer aucune sortie pendant une semaine et « vu la grande fatigue des cadres et de la troupe due à la longueur des patrouilles, 12 à 15 heures de marche dont la moitié effectuées de nuit, et la hausse des températures, l'activité a été réduite »⁵⁰. Dans ces conditions, l'apprentissage du bataillon va être très dur entre septembre 1947 et janvier 1948. Le capitaine de la 3^e compagnie juge qu'elle « ne peut suffire, avec ses effectifs, à mener à bien sa tâche. Son action ne peut être que très temporaire, les bandes se regroupent après le passage des petites patrouilles. Les hommes se fatiguent dans un terrain et des conditions de climat très durs, les résultats ne sont pas en accord avec les efforts fournis »⁵¹.

D'autant que, dans cette région beaucoup plus ouverte que celles où ont opéré les deux autres bataillons, les coloniaux ont en face d'eux des chefs qui sont des militants MDRM, des patriotes décidés à lutter jusqu'au bout. Dans la région de Beforona et du Vohidrazana proche, l'âme de la révolte est un instituteur retraité, ancien membre de l'éphémère parti communiste malgache de 1936-1937, Maharina Jaona qui, « Président général d'honneur », joue le rôle d'un commissaire politique. Il est secondé par le chef de l'EM 5, Rakotonirina dit « De Gaulle ». Plus bas, le district de Brickaville est le fief d'un ancien de l'armée française, Paul Be. Après sa mort dans l'attaque du poste de Mahatsara le 26 décembre, il sera remplacé par un Antandroy, Dimilahy, ce qui souligne le rôle de ces migrants du Sud à la tradition guerrière. Enfin, le nord et l'ouest du district de Vatomandry sont sous l'autorité de Michel Botomarina, ancien infirmier de l'A.M.I., ancien président du MDRM d'Ifasina et ancien

membre du conseil de district. Son nationalisme intransigent lui fait repousser toutes les offres de négociation du chef de district et le poste d'Ambalabe rend compte que « le général Michel a donné l'ordre de tuer tous les gens qui se présentent dans les camps pour créer un état d'esprit favorable à la soumission »⁵². Il interdit aussi à ses troupes tout pillage ou meurtre anarchique, ce qui lui vaut un grand prestige.



PC du 2/2 RTM : Craignant peu un adversaire pauvrement armé, les coloniaux ne se donnent guère la peine de fortifier leurs postes

Face à la supériorité en armement des Français, les insurgés s'adaptent. Suivant un prisonnier « le plan des rebelles est de semer la terreur dans les villages nouvellement soumis pour les faire revenir à eux »⁵³ et après une série d'attaques, un autre confirme qu'ils « comptent attaquer tous les villages sans exception et, quand ils seront assez nombreux, attaquer les postes militaires ». **Leur général leur a dit de tenir coûte que coûte car les alliés allaient bientôt venir les aider**⁵⁴. Les maquisards abandonnent le système des camps trop exposés et « se dispersent en petits groupes de 4 ou 5 hommes, sur les hauteurs où la végétation les rend presque insaisissables »⁵⁵. Ils abandonnent même leur sagaie, ne gardant que « leur coupe-coupe qu'ils dissimulent sous leurs vêtements. Aussi dans la journée, ce sont d'inoffensifs Fellahs récoltant café et bananes »⁵⁶. Ce qui ne les empêche pas de se rassembler pour des sursauts offensifs. Dimilahy, à la tête de plusieurs centaines d'hommes, se lance à l'attaque de Brickaville le 24 janvier, le 14 février et le 4-5 mars 1948. Car, au début de 1948, l'insurrection, qui fléchit ailleurs, ici se durcit. En janvier, pour le poste d'Ambodisaina, « il n'y a plus, comme il y a deux mois, d'individus qui se disent forcés de combattre et de piller sous peine de mort. Tout individu actuellement rebelle peut être considéré comme irréductible. Tous compromis avec leurs chefs, ils préfèrent lutter à mort que se soumettre »⁵⁷.

Or, même attaqués, les villageois sont réticents à donner des renseignements sur les insurgés, car « ils ont tous plus ou moins des parents dans la rébellion ». Et ils ont encore plus peur des soldats français que des *Fahavalo*, non sans raison : le mouvement de soumission, en

décembre 1947 « est encore rendu difficile par suite de la crainte inspirée aux populations par les militaires, conséquence de la dure répression des mois précédents »⁵⁸, **allusion aux violences et exécutions sommaires d'avril-mai 1947**, antérieures à l'arrivée des Marocains. De toutes façons, dans tout l'arrière-pays, la population a adhéré en masse à la révolte, aussi bien dans les zones forestières reculées que là où la propagande nationaliste a été intense, comme sur l'axe Beforona – Ranomafana, où « presque tous les éléments masculins étaient des membres actifs de la rébellion ». Autour de cet axe, c'est le désert, « toutes les populations se sont éloignées à grande distance de la zone occupée par les postes » en direction du sud où elles ont fait des *tavy*, cultures sur brûlis réprimées en temps normal par une administration qui veut protéger la forêt et surtout lutter contre le « vagabondage » de ses sujets. Suivant le capitaine de la 1^{ère} compagnie, il serait très difficile de les faire revenir, car elles ont incendié elles-mêmes leurs villages en partant pour empêcher les Français de s'y installer. Les Marocains devront aller eux-mêmes couper du bois pour construire leurs postes. Par ailleurs, les stocks de riz ont été brûlés ou saisis par nos troupes, et si les populations rentraient, « elles seraient à la charge de l'administration [ou] employées comme travailleurs, ce dont elles ne veulent pas »⁵⁹ et il est trop tard dans le calendrier agricole pour leur faire planter du riz autour de leurs villages d'origine.



Mirador, 2/2 RTM

Des officiers d'élite

Le problème était donc très difficile à résoudre pour le 2/2 RTM. Ses officiers ont eu d'autant plus de mérite d'y parvenir qu'ils ont dû s'opposer à leur hiérarchie, en l'occurrence le médiocre colonel commandant de Tamatave le secteur Nord⁶⁰. Peut-être avait-on voulu encadrer le nouveau 2/2 RTM reconstitué à Marrakech avec des officiers d'élite. Toujours est-il que les capitaines des compagnies et le chef de bataillon Mégret de Devise tranchent sur leurs collègues des autres unités. On peut le mesurer aux consignes qui dès le premier mois de l'engagement du bataillon, imposent une discipline de feu très stricte : Dans les postes comme en patrouille, les armes doivent être désarmées, « des sanctions sévères seront prises contre les tirailleurs ayant une arme armée. De plus, toute violence, tout vol ou pillage envers la

population est formellement interdit »⁶¹. A la suite de coups de feu intempestifs, Mégret de Devise y revient en février 1948, « Tout militaire qui se rendra coupable de cette faute sera armé d'une simple sagaie pendant 15 jours pendant toutes les sorties de son poste »⁶².

A la 1^{re} compagnie, qui tient l'axe Périnet-Beforona-Ranomafana, le capitaine Humbert se montre un disciple strict de Gallieni. « La pacification de la région contrôlée par chaque poste comporte une action autant politique que militaire », le but final est le repeuplement des villages abandonnés et l'arrestation des chefs ». Pour cela « une connaissance parfaite de la région, de ses habitants, de leur rôle » est nécessaire. Les chefs de poste se voient en conséquence imposer un cadre documentaire très détaillé à remplir⁶³. Humbert propose également de placer dans chaque poste un représentant de l'administration malgache, un chef de canton par exemple, en qui les habitants auront plus confiance que dans les militaires⁶⁴. L'action politique peut d'ailleurs inclure un recours assez déloyal à la ruse. Le 25 mars 1948, Humbert écrit à son chef que « à la suite d'une politique habile tendant à faire croire aux chefs rebelles à l'impunité, plusieurs de ceux-ci se sont rendus ». Mais cette politique serait compromise si les éléments soumis sont arrêtés et emmenés à Tananarive ou Tamatave, comme j'en ai reçu l'ordre ». Il demande donc qu'il soit différé à leur arrestation, car certains « sont d'un secours extrêmement précieux pour l'achèvement de la pacification. Beaucoup nous aident à capturer les éléments irréductibles », tel le général Panoël, l'un des principaux chefs de l'EM 5 qui « a servi avec succès d'agent pacificateur ». Il sera temps ensuite « d'arrêter simultanément tous les éléments dangereux ou criminels »⁶⁵.

L'administrateur Pont, chef de district de Vatomandry en 1947-1948, m'a confirmé par ailleurs, dans nos entretiens tenus entre 1997 et 2004, que le capitaine Perros, qu'il avait bien connu, tenait parfaitement en mains les hommes de la 2^e compagnie en charge de la partie nord du district. Leur politique de récupération des populations en fuite par l'envoi de prisonniers chargés de les rassurer donne d'abord de bons résultats dans la région d'Ambodisaina et Ambalabe, mais elle va être annihilée par les erreurs stratégiques du commandement du Secteur Nord. La compagnie est ainsi contrainte, avec ses maigres effectifs, d'installer un poste sans intérêt militaire à Marovintsy, pour protéger une mine de graphite à l'arrêt. Et surtout, il y a le problème du poste avancé d'Ambalabe, installé à la suite d'un des grands raids stériles entre les Hautes-Terres et la côte, l'opération « Constantine », dans laquelle les Algériens avaient remplacé le 2/5 RTM trop fatigué. Pour le commandement, Ambalabe devait barrer la route aux *Fahavalo* descendant de la haute région forestière de Lakato vers la côte. Une idée absurde : En brousse, il n'y avait pas d'itinéraire obligé. Il eût fallu, pour que la fonction de barrage soit remplie, créer une ligne de postes nord-sud continue. Sans cela, Ambalabe, aisément contourné par les insurgés, ne pouvait que leur servir à démontrer l'impuissance des Français. Entre le 20 novembre et le 22 décembre 1947, ils incendient autour du poste 16 villages dont ils emmènent la population. Perros ne manque pas de souligner tout cela et pour des raisons d'ordre à la fois militaire, économique, sanitaire et moral, il demande son évacuation. Appuyé par son chef de bataillon, il propose en fait la stratégie qui réussit au même moment dans le Secteur Sud : abandonner à l'insurrection les zones que leur difficulté d'accès et la pénurie d'effectifs ne permettent pas de tenir et de pacifier, où les habitants vivront comme à l'accoutumée, et concentrer les moyens sur « la tache d'huile » que l'on fera avancer méthodiquement. Mais à Tamatave, le colonel Priou reste intraitable, Ambalabe est maintenu. Entre les pratiques coupables du 1/1 RTM au sud de la Sakanila et l'erreur stratégique d'un chef lointain au nord, qui toutes aboutissent à ce que la population s'est trouvée prise entre deux feux, on comprend pourquoi le district de Vatomandry est celui qui a eu le plus grand nombre de morts de l'insurrection, alors qu'aucun combat de quelque envergure ne s'y est livré.



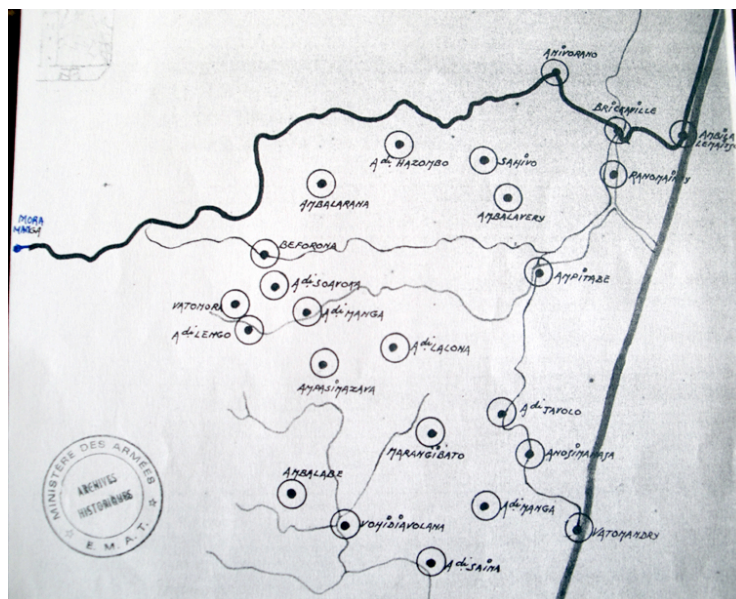
Cérémonie de soumission, avec mise en scène chargée d'impressionner les populations. Au premier rang, spahis en grande tenue.

Mais le plus remarquable des officiers du bataillon a été sans doute le capitaine Raynaud, à la tête de la 3^e compagnie. Chargé d'abord du sud du district de Tamatave, dont par chance « la population ne demande qu'à reprendre une vie normale », il saute d'emblée l'étape de la répression pour passer à la pacification, « aucune exaction, aucun pillage n'a été commis »⁶⁶. On trouve sous sa plume une condamnation féroce de l'administration coloniale, qui lui fait comprendre la révolte. Dès octobre 1947, il pense que « l'action militaire doit, pour obtenir quelque résultat, être suivie d'une action économique et sociale ». Car dans les zones reculées de son secteur, il trouve des habitants qui depuis 25 ans n'ont « jamais vu aucun militaire, aucun administrateur, aucun médecin, aucun instituteur, aucun commerçant, seulement quelques missionnaires... les indigènes ont été abandonnés et beaucoup vivent dans la misère » car ils ne connaissent le pouvoir colonial que par l'impôt payé au chef de canton. C'était donc « un terrain facile pour la propagande rebelle »⁶⁷. Dans le premier trimestre de 1948, l'insuffisance des effectifs fait que Raynaud a beaucoup de mal à pacifier la région entre Brickaville-Anivorano et Ranomafana. Il y parvient en avril-mai, mais insiste sur les limites des méthodes employées. Dans le bilan de 7 mois d'activité de sa compagnie qu'il tire le 19 avril 1948, il constate que, si la pacification est en bonne voie, il ne faut pas se faire d'illusions, « la force et la crainte en résultant, ont vraisemblablement agi seules sur l'indigène. Les bandes ont été expulsées par la force, les habitants sont ramenés presque de force dans leurs villages. Les causes mêmes de la rébellion n'ont pas été supprimées et l'action pacificatrice, dès que l'on entre dans ce domaine, n'est plus du ressort des petites unités. Celles-ci n'ont surtout qu'une action militaire, et le rôle pacificateur des petits cadres ne peut se traduire que par leur souci d'être justes et compréhensifs, et non dans des réalisations qui enlèveraient aux meneurs leurs arguments... Ces problèmes ne sont plus du domaine du militaire. Il lui appartient toutefois de les signaler, car en dernier ressort, c'est lui qui est jugé »⁶⁸. Dans cette perspective, le jugement critique du capitaine n'épargne pas la sacro-sainte tâche d'huile dont il montre, en juin 1948, qu'il faut savoir la faire évoluer. « La situation a évolué, nos méthodes sont restées les mêmes. Le poste qui au début a été et devait être militaire (effectif relativement faible, postes rapprochés, nombreuses patrouilles et raids de faible portée) devait devenir, mais n'est pas devenu, poste de colonisation », avec de gros

effectifs, contrôlant une population importante et « administrant vraiment le pays ». Son chef doit avoir des contacts prolongés avec les habitants, « voir leurs misères, leurs besoins, leur état sanitaire... »⁶⁹. Comme à l'époque de Gallieni et de Lyautey, les militaires de 1947 pensent qu'ils feraient de bien meilleurs administrateurs que les civils.

A condition toutefois qu'il n'y ait pas parmi eux, périodiquement, quelque sabreur qui vienne anéantir les résultats obtenus. En 1948, c'est l'expérience que va faire le commandant du 2/2 RTM, Mégret de Devise, avec son supérieur hiérarchique, le colonel Priou. Ce dernier, irrité par la lenteur de la pacification, lance à la mi-janvier une grande opération de ratissage du sous-secteur centre tenu par le 2/2 RTM⁷⁰. Le 8 février, Mégret de Devise rend compte que les résultats militaires « sont nuls », car « il n'a pas été possible d'obtenir les deux conditions essentielles de toute action militaire, surtout dans ce pays, la surprise et la rapidité ». Comme Priou persiste dans son entreprise, son subordonné lui signifie que la nouvelle action prévue « stoppera les résultats de la pacification qui commencent à répondre au travail continu et méthodique des chefs de poste » et risque même, vu l'insuffisance des effectifs laissés dans les postes, de provoquer un retour offensif des rebelles dans la région pacifiée de Fetraomby-Maroserana, où « le travail de cinq mois serait réduit à néant ». Dans l'armée, il ne fait pas bon critiquer son supérieur. Mégret de Devise reprend le chemin de la France et un nouveau chef de bataillon le remplace, qui d'ailleurs suivra la même politique que son prédécesseur. Ce n'était qu'un épisode de plus au chapitre de l'utopie militaire d'une guerre coloniale sans violence inutile et du rêve d'une armée protectrice gagnant la confiance des populations.

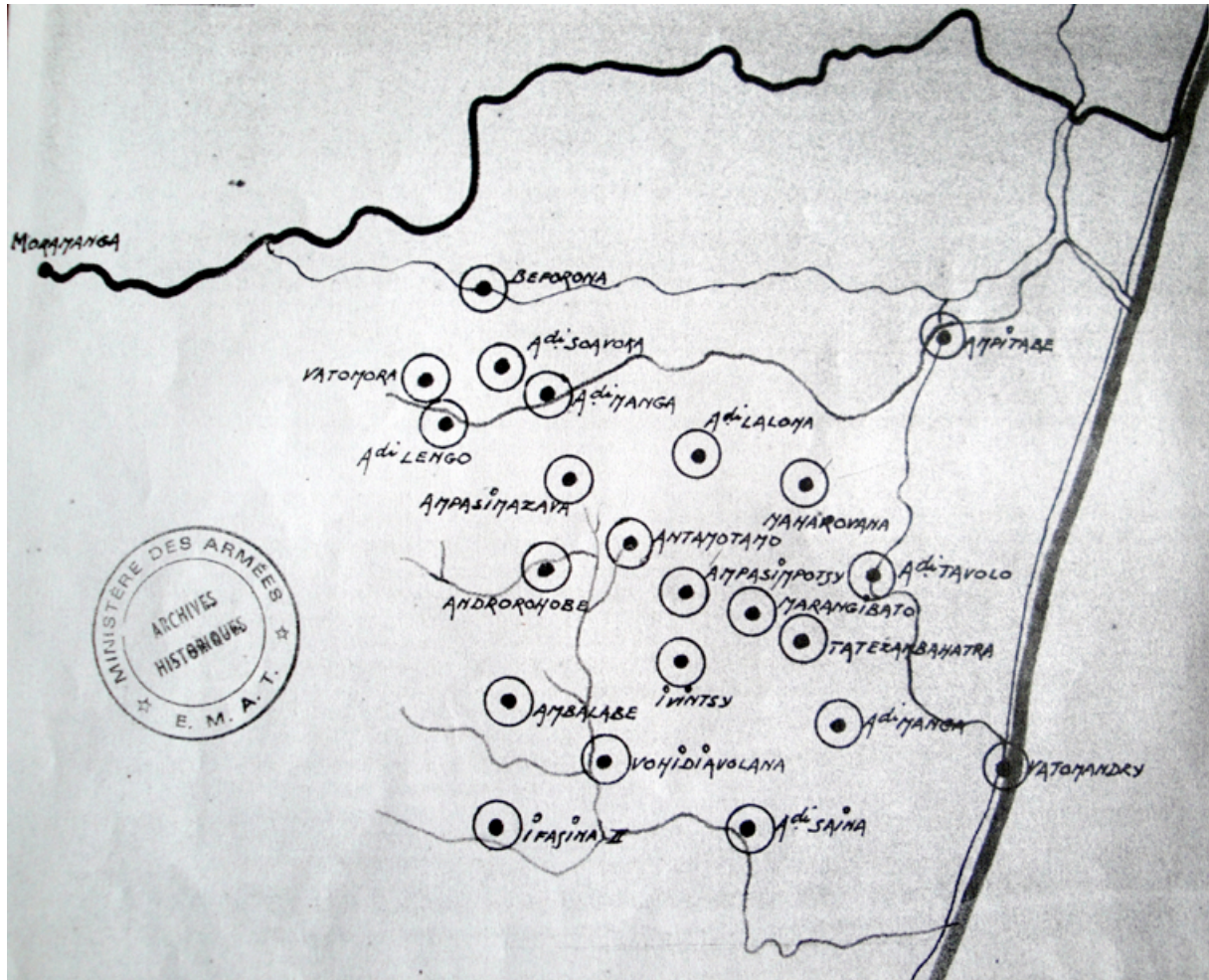
La dernière victoire de Gallieni



Carte 2 : implantation des postes en mai 1948

Finalement, en dépit des obstacles, le 2/2 RTM est, dans le Secteur Nord, l'unité qui a le mieux suivi les préceptes de Gallieni et Lyautey. L'évolution de la localisation des postes (le bataillon en a occupé le total imposant de 112) est un véritable cas d'école, que nous pouvons suivre sur des cartes successives. En septembre-octobre 1947 (carte n°1), seule la région au nord d'Anivorano est sur le chemin de la pacification, et le problème de l'isolement du poste d'Ambalabe apparaît clairement sur la carte. Pour le reste, le bataillon est surtout absorbé par la protection du chemin de fer et des concessions coloniales de la région de Périnet. En mai 1948 (carte n°2), les voies de communication sont dégagées et le cœur de la zone insurgée, là

où *miaramila* et population vivent en symbiose, le bassin du Iaroka, est encerclé et attaqué. Le poste d'Ambodilalona flanque le sud-ouest du « petit » Vohidrazana, tandis que Vatomora et Ambodilengo font face au « grand » Vohidrazana. Sur la **carte n°3** (fin juin 1948), on lit comment le quadrillage du terrain par les postes fait tomber le bastion de la résistance. Enfin, d'août à octobre 1948, la ligne continue des postes s'avance vers la Haute région forestière jusqu'aux limites du secteur. Pour les insurgés, c'est la fin (**carte n°4**).



Carte 3 : Juin 1948

On peut dire des soldats marocains à Madagascar la même chose que ce que Napoléon disait des siens : Ils ont gagné leur campagne avec leurs jambes bien plus qu'avec leur fusil. Sauf que dans leur cas, il s'est agi d'une guerre peu meurtrière pour les combattants. Les statistiques militaires globales mêlent Marocains et Algériens sous l'étiquette de Nord-Africains, mais on peut estimer les pertes des premiers à une soixantaine de morts en tout, dont une minorité tués au combat. Celles des insurgés sont plus difficiles à évaluer, mais elles n'atteignent pas non plus des chiffres considérables, comme le suggèrent les modalités de la guérilla. Le bilan du 2/2 RTM, le seul disponible, fait état de 382 rebelles tués⁷¹. Cette modération relative des pertes malgaches face à ce bataillon se voit dans la comparaison entre le petit nombre des chefs insurgés tués (quatre) et le grand nombre de chefs faits prisonniers, dont tous les plus importants, Maharina Jaona, Rakotonirina, Michel Botomarina. Ce dernier est capturé le 6 octobre 1948. Son prestige comme son intégrité furent jugés trop dangereux pour qu'on le laisse en vie. Mais les officiers du 2/2 RTM auraient refusé de faire le sale

sont montrés des pacificateurs disciplinés sous des chefs qui ont su limiter leurs épreuves et les tenir en mains. La campagne de Madagascar, à cet égard, montre qu'il ne s'agit pas seulement des modalités des relations personnelles entre l'encadrement et la troupe. Les décisions stratégiques du haut commandement et l'organisation des unités engagées ont été tout aussi déterminantes dans le comportement des soldats. Maintenant, quelle marque dans l'esprit et la mémoire des soldats cette expérience a pu laisser, c'est là une question que les archives laissent sans réponse.

¹ Je mentionnerai seulement pour mémoire un quatrième bataillon marocain, le 207^e BTM. Arrivé le 14 février 1948, il est cantonné dans l'Ouest de l'île, qui ne bouge pas, jusqu'en juillet. Il ne participe à la pacification en voie d'achèvement que d'août à octobre et il est embarqué à Tamatave pour l'Indochine le 22 octobre.

(1bis) Secteur est pris ici dans son sens général. Cependant, le terme a pris également un sens militaire précis à Madagascar en 1947-48. Le haut-commandement répartit la zone insurgée en deux secteurs principalement, confiés chacun à un colonel, et correspondant aux deux grandes provinces touchées par l'insurrection : le secteur Nord couvrait la province de Tamatave, le secteur Sud celle de Fianarantsoa. Chaque secteur était divisé en quatre sous-secteurs, confiés chacun à un commandant à la tête d'un bataillon. Les Marocains se virent chargés des deux sous-secteurs côtiers les plus durs du secteur Nord (et de toute l'insurrection), et des offensives en forêt, le milieu le plus pénible et dangereux, infesté par le paludisme et la dysenterie.

² SHD (Service Historique de la Défense), 7U 569, JMO (Journal des Marches et Opérations) du 2/5 RTM.

³ SHD, 7U 543, JMO du 1/1 RTM.

⁴ Ibid., JMO de la 7^e Cie : le 20 janvier 1948, malgré les difficultés de transport, des moutons sont acheminés jusqu'au poste isolé d'Ambinanindrano pour célébrer le 25 la fête du Mouloud. Le JMO de ce poste mentionne la célébration de l'Aït es Seghir le 8 août et de l'Aïd el Kébir le 13 octobre 1948. Mêmes mentions dans le JMO de la 5^e Cie les 18 août et 26 octobre 1947, et dans tous les autres JMO.

⁵ SHD, 8 H 199 D2, annexe 9, opérations Belfort et Montbéliard. Ordre d'opérations du 18 juillet 1947.

(5bis). Garbay confond ici dans une même condamnation les *mpamosavy*, sorciers maléfiques, et les divers types de devins et de détenteurs d'un savoir sacré, conseillers des souverains et des chefs, les *ombiasy*, tous étiquetés « sorciers » par les Français. Sous la colonisation, après la mise au pas ou le ralliement des lignages royaux, les *ombiasy*, restés dans l'ombre, sont considérés comme l'âme de la résistance populaire, et en particulier comme le principal obstacle à l'action médicale du colonisateur.

⁶ Terme désignant les « rebelles » en 1947 pour les Européens. En fait, il signifie à la fois « bandit » et « ennemi » en Malgache, et chez les insurgés, il a servi à désigner les troupes françaises.

⁷ SHD, 7U 569, JMO du 2/5 RTM, rapport du capitaine Prost, 27 août 1947.

⁸ Ibid.

⁹ SHD, 8H 199 D2, annexe 9, opérations Belfort et Montbéliard.

¹⁰ SHD, 7U 569, rapport cité du 27 août 1947.

¹¹ Ibid., rapport du capitaine Braillon.

¹² Ibid., Rapport du capitaine Prost sur les opérations menées du 15 au 24 septembre 1947. Ce rapport contient un véritable manuel de la guerre d'embuscade en forêt.

¹³ SHD, 8H 179, II : carte de l'opération « Maroc ».

¹⁴ Père Jacques TIERSONNIER, *Madagascar 1947-1972. Des sagaies aux ombrelles*, p.31. Paris, L'Harmattan, 2004, 296p.

¹⁵ ARM (Archives de la République de Madagascar, Tananarive), cabinet civil, D 156. Synthèse sur le moral des unités présentes à Madagascar, 13 septembre 1947.

¹⁶ SHD, 8H 114, La rébellion et la pacification dans la subdivision militaire de Majunga, par le colonel de Monts de Savasse, 26 avril 1948, 18p.

¹⁷ SHD, 7U 569, JMO du 2/5 RTM, compte-rendu de la semaine du 25 au 31 juillet 1948.

¹⁸ Ibid., Situation des bandes rebelles, 4 août. Rappelons ici que Ravoahangy, chef charismatique du mouvement national malgache, a été arrêté le 12 avril 1947 et que son procès est alors en cours à Tananarive.

¹⁹ Ibid., compte-rendu du 28 août.

²⁰ ARM, D 887/1, PV d'interrogatoire de Nambina Ferdinand

²¹ SHD, 7U 543, JMO du poste d'Ambinanindrano, 4-6 octobre 1948.

²² Ibid., JMO de la 7^e compagnie, pp.6-7.

²³ Ibid., Historique du 1/1 RTM, par le commandant Chipponi.

²⁴ Ibid.

²⁵ Ibid., JMO de la 7^e compagnie, p.31 : une patrouille a 2 blessés par des pieux dissimulés sous un pont saboté.

²⁶ Ibid., pp. 35-36.

²⁷ Ibid., JMO de la 5^e compagnie, visite médicale du 16 juillet 1948.

²⁸ Ibid., JMO de la 7^e compagnie, tournée médicale du 11-15 septembre 1947.

²⁹ Ibid., JMO du poste de Maromitety, 17 septembre 1948. Evacuation de l'adjudant Sigrist.

La bilieuse hématurique est une complication de l'accès paludéen qui se traduit par une destruction massive des globules rouges et un blocage rénal souvent mortel.

³⁰ Ibid., D 13, JMO de la CCB.

³¹ SHD, 7U 2530, JMO du 207^e BTM.

³² SHD, 8H 176 D3, Synthèse des rapports sur le moral des unités, 7 novembre et 20 décembre 1947.

³³ SHD, 7U 543, Historique du 1/1 RTM.

³⁴ Ibid., JMO de la 7^e compagnie, 84 p.

³⁵ Ibid., JMO du poste d'Ambinanindrano

³⁶ JMO de la 7^e compagnie, p.65

³⁷ Ibid., JMO du poste de Maromitety

³⁸ SHD, 8H 179 D6, fiche de l'EMDN, 3 février 1948.

³⁹ SHD, 7U 2869, JMO de la compagnie d'intervention du 2^eRMM (Régiment mixte de Madagascar).

⁴⁰ SHD, 7U 543, JMO de la 7^e compagnie, 10 janvier, 17 janvier, 22 et 29 février 1948.

⁴¹ SHD, 7U 550 D6, lettre du chef de bataillon Megret de Devise, commandant le 2/2 RTM, au commandant du 1/1 RTM, 30 décembre 1947. Des tirailleurs du 1/1 RTM, de passage à Vatomaniry, s'y attardent pour chercher des femmes, causent des incidents et se font arrêter par un sous-officier du 2/2 RTM.

⁴² SHD, 7U 543, Historique du 1^{er} B.M du 1^{er} RTM à Madagascar du 27 juillet 1947 au 30 avril 1948, par le commandant Chipponi, pour le colonel commandant le régiment à Port-Lyautey.

⁴³ SHD, 7U 550 D6, poste d'Ambodisaina, compte-rendu d'activité, période du 9 au 11 octobre 1947. Les Marocains sont considérés comme des *Vazaha*, des Blancs.

-
- ⁴⁴ SHD, 7U 543, JMO de la 5^e compagnie du 1/1 RTM : autour d'Ifasina, le 9 décembre, enlèvement de toute la population du village soumis d'Ambodivoangy, le 11, pillage et incendie d'Ampitabe, où le chef de village est mutilé.
- ⁴⁵ Ibid., JMO de la 5^e compagnie, 1^{er} avril et 29 mai 1948.
- ⁴⁶ ANOM, Aix en Provence, MAD, cabinet civil. Dossier 74 (classement provisoire), correspondance entre Paris, Tananarive et la province de Tamatave sur cette affaire.
- ⁴⁷ SHD, 7U 550 D6, rapport du capitaine Perros, 3 octobre 1947.
- ⁴⁸ SHD, 7U 550 D4, activité du 2/2 RTM à Madagascar. Les statistiques oublient 3 des 4 tirailleurs morts par noyade, mais enregistrés dans les opérations.
- ⁴⁹ SHD, 7U 550 D6, activité du poste d'Ambalabe du 8 au 12 décembre 1947
- ⁵⁰ Ibid., activité de la 1^{ère} compagnie du 29 décembre 1947 au 4 janvier 1948.
- ⁵¹ Ibid., rapport du capitaine Reynaud sur l'activité de la 3^e compagnie du 14 septembre 1947 au 19 avril 1948.
- ⁵² Ibid., activité du poste d'Ambalabe, 11-19 octobre 1947.
- ⁵³ Ibid., 14 -23 novembre.
- ⁵⁴ Ibid., rapport du capitaine Perros, 17 décembre.
- ⁵⁵ Ibid., Ambalabe, 14-23 novembre
- ⁵⁶ 7U 550 D7, activité du poste d'Ambinaninony, 21-30 octobre.
- ⁵⁷ 7U 550 D6, activité du poste d'Ambodisaina, 1^{er} –15 janvier 1948.
- ⁵⁸ Ibid., activité de la 1^{ère} compagnie du 15 au 21 décembre.
- ⁵⁹ Ibid., activité de la 1^{ère} compagnie, 8-15 décembre 1947.
- ⁶⁰ Le Secteur Nord comprend l'ensemble des districts côtiers de la province de Tamatave.
- ⁶¹ 7U 550 D7, Consignes générales du 30 septembre 1947.
- ⁶² Ibid., note de service du 9 février 1948.
- ⁶³ 7U 550 D6, 1^{ère} compagnie, note de service du 21 novembre 1947.
- ⁶⁴ Ibid., activité du 29 décembre 1947 au 4 janvier 1948.
- ⁶⁵ 7U 550 D7, Humbert au chef de bataillon, 25 mars 1948 qui transmet au Secteur Nord, 27 mars.
- ⁶⁶ 7U 550 D6, 3^e compagnie, activité du 18 septembre au 5 novembre 1947.
- ⁶⁷ Ibid., activité du 1^{er} au 7 octobre 1947.
- ⁶⁸ Ibid., rapport du 19 avril 1948.
- ⁶⁹ Ibid., 3^e compagnie, rapport du 22 juin 1948.
- ⁷⁰ Ibid., Ordre d'opération n°1, 16 janvier 1948.
- ⁷¹ 7U 550 D4, Activité du 2/2 RTM à Madagascar.
- ⁷² Communication orale de l'administrateur Pont, informé à l'époque par le Général Garbay lui-même, qui lui déclara « nous l'avons eu, votre Botomarina ». ARM, D887/1, Le chef de bataillon Autrand, commandant du 2/7^e RTA, au Général Commandant Supérieur, 26 octobre 1948, sur la tentative d'évasion et la mort de Botomarina.